



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général
European Liaison Committee on Services of General Interest

www.celsig.org

Traité de Lisbonne

Après la signature par l'Allemagne des lois d'accompagnement du Traité de Lisbonne le 23 septembre 2009, le résultat positif du référendum irlandais le 3 octobre et la signature par la Pologne le 11 octobre; seule manque la signature du président de la République tchèque pour que soit achevée la procédure de ratification du traité par les Vingt Sept.

Intergroupe SIG au Parlement européen

Le CELSIG a écrit, le 28 septembre dernier, aux présidents des cinq principaux groupes politiques au Parlement européen, PPE (parti populaire européen), S&D (socialistes et démocrates), ALDE (libéraux), Verts et GUE (gauche unitaire), pour leur rappeler la demande que soit créé un intergroupe sur les services d'intérêt général. Lettre sur www.celsig.org

Cohésion sociale

Le rapport présenté le 29 septembre par le Comité de la protection sociale (DG affaires sociales de la Commission européenne) entend contribuer aux réflexions de l'UE sur sa stratégie pour la croissance et l'emploi après 2010. Il dit que si les systèmes de protection sociale des Etats membres ont contribué à atténuer les effets de la crise, depuis 10 ans les inégalités se sont creusées à l'intérieur et entre les Etats membres. Il souligne que la modernisation de la protection sociale doit être mieux articulée avec les stratégies pour la croissance et l'emploi, et il conclut en disant que "au-delà de 2010, il apparaît que des services de base véritablement accessibles et financièrement viables tels que des structures d'accueil pour les enfants, des prestations sanitaires et des soins de longue durée, ainsi que la formation continue, seront une composante essentielle de toute stratégie d'après-crise". Une procédure de consultation doit être lancée en octobre.

Soulignons que la cohésion sociale n'est pas qu'une affaire de services sociaux d'intérêt général, mais plus largement de services d'intérêt général et qu'une stratégie d'après crise demande la création de nouveaux SIG.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=596&furtherNews=yes>

Transports

♦ **Mobilité urbaine**: La Commission a présenté, le 30 septembre 2009, un plan de 20 actions, selon une approche intégrée, qu'elle va lancer d'ici 2012 pour aider les villes et les régions à développer de nouvelles politiques de mobilité.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0490:FIN:FR:PDF>

♦ **EGNOS**: Le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire précurseur de Galileo, EGNOS, a été lancé le 1er octobre 2009. Est disponible actuellement, en accès libre, le signal ouvert qui permet d'améliorer les signaux GPS reçu par tout utilisateur équipé d'un récepteur GPS/SBAS, la précision passe de 10 à 2 mètres. En 2010, EGNOS sera équipé pour permettre la mise en place d'un service de sauvegarde de vie utilisable gratuitement par l'aviation civile et toute activité critique en matière de sécurité, ainsi que d'un système commercial.

The Treaty of Lisbon

After the German signing of accompanying laws to the Treaty of Lisbon, on September 23rd, 2009, the positive outcome of Irish referendum on October 3rd and the Poland's signing on October 11th, the only missing signature is that of the President of the Czech Republic in order to complete the procedure of the ratification of the Treaty by the twenty seven Member States.

The SGI Intergroup in the European Parliament

On the 28th September 2009, CELSIG wrote a letter to the presidents of the five major political groups in the Parliament, EPP (European People's Party), S&D (Socialists and Democrats), ALDE (liberals), Greens and GUE (United Left), reminding them of the call to set up an intergroup for services of general interest. The letter available at www.celsig.org

Social cohesion

The report presented on the 29th September by the Social Protection Committee (Social Affairs DG of the European Commission) intends to contribute to the EU's reflections on its strategy for growth and employment for the period after 2010. It points out that even though the social protection systems of the Member States have positively contributed in alleviating the effects of the crisis, over the last 10 years inequalities within and between Member States have been deepening. It further stresses that the modernisation of the social protection must fully be articulated with growth and employment strategies and, it concludes by saying that "looking beyond 2010, it appears that truly accessible and financially sustainable provision of basic services such as infrastructures for child care, health and long term care, lifelong learning, will be a key component of any post-crisis strategy". A consultation process is due to be launched in October.

It should be noted that social cohesion is not just a matter of social services of general interest, but more widely a question of services of general interest and that a post-crisis strategy calls for the creation of new SGI.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=596&furtherNews=yes>

Transport

♦ **Urban Mobility**: On 30th September, 2009 the Commission submitted a plan comprising 20 actions, adopting an integrated approach, which will be launched by 2012 to help cities and regions to develop new mobility policies.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0490:FIN:EN:PDF>

♦ **EGNOS**: The European Geostationary Navigation Overlay a precursor to Galileo, EGNOS was launched on 1st October 2009. It is currently available, freely accessible, as open system that improves the GPS signals received by any user equipped with a GPS/SBAS receiver, accuracy is improved up from 10 to 2 meters. In 2010, EGNOS will be equipped to allow for the establishment of a life saving service to be freely used by the civil aviation services and by any other activity considered critical with regard to security and, the setting up of a commercial system.

Directive services

Le processus de transposition de la directive services se révélant compliqué, il avance plus lentement que prévu et le Conseil des ministres compétitivité du 24 septembre 2009 a invité les Etats membres à "redoubler d'efforts" pour mettre en oeuvre les dispositions législatives, réglementaires et administratives de la directive. Les Etats membres doivent examiner leurs règles nationales, créer des guichets uniques pour les prestataires, mettre en place des procédures par voie électronique et intensifier la coopération administrative. L'examen de la législation nationale doit faire l'objet d'un rapport présenté à la Commission européenne en décembre 2009 qui servira de base au processus d'évaluation mutuelle devant se dérouler en 2010. (Voir également ci-dessous Cour de justice point 1)

Cour de justice

♦ **Politique du logement, libre circulation des capitaux :** Dans une décision préjudicielle du 1er octobre 2009, arrêt C-567/07, la Cour dit que des exigences liées à la politique du logement social d'un Etat membre et au financement de celle-ci peuvent constituer des raisons impérieuses d'intérêt général et justifier des restrictions à la liberté de circulation des capitaux. Toutefois, l'article 56 CE s'oppose à une réglementation nationale qui subordonne l'exercice d'activités transfrontalières d'organismes agréés en matière de logement à l'obtention d'une autorisation administrative préalable si cette réglementation n'est pas "fondée sur des critères objectifs, non discriminatoires et connus à l'avance susceptibles d'encadrer suffisamment l'exercice d'appréciation des autorités nationales".

Dans l'affaire en cause, le ministre néerlandais du logement avait refusé à la société agréée Servatius l'autorisation d'intervenir sur un programme immobilier situé en Belgique à 30 km de la frontière aux motifs que cette intervention ne se justifiait pas dans l'intérêt du logement néerlandais et que les facilités financières dont bénéficie cette entreprise ne pouvaient être détournée vers d'autres activités économiques, alors que Servatius s'était déjà engagée financièrement au travers de filiales créées par elle en Belgique. Cet arrêt se situe directement dans le cadre de l'analyse de la législation nationale prévu par la directive services.

♦ **Citoyenneté européenne, statut de travailleur, prestations en faveur des demandeurs d'emploi :** Dans une décision préjudicielle du 4 juin 2009, arrêt C-22/08, la Cour rappelle que la notion de travailleur revêt, au sens de l'article 39 CE, une portée communautaire et ne peut pas être interprétée de manière restrictive. Ni le niveau limité de la rémunération, ni la courte durée de l'activité ne peuvent exclure la qualité de travailleur. En outre, compte tenu de l'instauration de la citoyenneté de l'UE et du droit à l'égalité de traitement dont jouissent les citoyens européens, il n'est plus possible de les exclure du champ d'application de l'article 39.2 CE. Il s'ensuit que les ressortissants des Etats membres à la recherche d'un emploi dans un autre Etat membre peuvent bénéficier d'une prestation financière destinée à faciliter l'accès au marché de l'emploi, même s'il appartient aux autorités compétentes de vérifier l'existence d'un lien réel avec le marché du travail et les éléments constitutifs de la prestation en cause en fonction des résultats.

Le litige opposait deux ressortissants grecs au Centre pour l'emploi (ARGE) de Nürnberg (Allemagne).

Consultation publique

Bibliothèque numérique européenne (Europeana) : Consultation sur la mise en place de règles modernisées afin de favoriser la numérisation des livres en Europe par l'intermédiaire d'Europeana, la bibliothèque numérique européenne. Ouverte jusqu'au 15 novembre 2009.

http://ec.europa.eu/information_society/activities/digital_library/doc/communications/next_steps_2009/fr.pdf

Services Directive.

The process of the transposition of the services directive proves to be complicated, it is advancing more slowly than expected, the Competitiveness Council of Ministers held on 24th September 2009 has therefore called on Member States to "redouble efforts" in implementing legislative, regulatory and administrative provisions of the Directive. Member States should examine their national rules, create one-stop shops for service providers, set up procedures by electronic means and strengthen administrative cooperation. The review of national legislation should be followed by a report to be submitted to the European Commission in December 2009, which will serve as a basis for the mutual evaluation process scheduled for 2010. (See also below, the European Court of Justice, point 1).

European Court of Justice

♦ **Housing and free movement of capital policy:** In a preliminary ruling of 1st October 2009, Case C-567/07, the Court said that requirements related to public housing policy in a Member State and to the financing of that policy can also constitute overriding reasons in the public interest and therefore justify restrictions to the free movement of capital. However, Article 56 EC precludes a national legislation which makes the exercising of cross-frontier activities by approved institutions in housing matters, subject to prior administrative authorisation, in so far as such legislation is not "based on objective, non-discriminatory criteria which are known in advance and which are capable of adequately circumscribe the national authorities' discretion".

In the present case, the Dutch Minister of Housing had refused to grant permission to Servatius, an approved company, to invest on a construction project in Belgium, 30 km from the border, on grounds that such an investment could not be justified in the interest of Dutch housing and, that financial facilities at the disposal of the company could not be diverted to other economic activities, whereas Servatius had already made financial commitments through subsidiaries set up in Belgium. This judgment falls within the framework of the national legislation analysis provided for by the Services Directive.

♦ **European citizenship, worker's status, benefits for job seekers:** In a preliminary ruling of 4th June, 2009, Case C-22/08, the Court recalls that the concept of a worker has, within the meaning of Article 39 EC, a Community meaning and cannot be interpreted narrowly. Neither the limited amount of remuneration nor the short duration of the activity in question cannot exclude someone from the status of a worker. Furthermore, in view of the establishment of the EU citizenship and the right to equal treatment enjoyed by all European citizens, it is no longer possible to exclude them from the scope of Article 39.2 EC. It follows that nationals of Member States seeking employment in another Member State may receive financial benefit in order to facilitate access into the labour market, even though it is up to the competent authorities to verify the existence of a genuine link with the labour market and to assess the constituent elements of the provision in question in accordance with the results.

The dispute in this case was between two Greek nationals and the Center for Employment (ARGE) at Nuremberg (Germany).

Public consultation

European Digital Library (Europeana): Consultation on the introduction of modernised rules to encourage the digitization of books in Europe through Europeana, the European digital library. Open until 15th November, 2009.

http://ec.europa.eu/information_society/activities/digital_library/doc/communications/next_steps_2009/en.pdf

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.